

Brochure n° 3312

Convention collective nationale

IDCC : 2316. – **CENTRES DE GESTION
AGRÉÉS ET HABILITÉS**

AVENANT « SALAIRES » DU 24 SEPTEMBRE 2008

NOR : ASET0851219M

IDCC : 2316

Entre :

La FFCGEA,

D'une part, et

La FIECI CFE-CGC ;

La CSFV-CFTC ;

La FEC-FO ;

La fédération des sociétés d'études CGT ;

La F3C CFDT,

D'autre part,

en application des dispositions de l'article L. 2241-1 du code du travail, de l'article 119.2 de la convention collective nationale des centres de gestion agréés et habilités, la commission paritaire s'étant réunie pour négocier les rémunérations, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération minimale annuelle 2008

Les parties adoptent la grille des salaires suivante pour le personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des centres de gestion agréés et habilités :

La nouvelle grille négociée annule et remplace la précédente.

Elle est applicable sur l'ensemble de l'année 2008, pour un temps plein base 35 heures :

(En euros.)

CAT.	STATUT	EMPLOI	DÉBUTANT	EXPÉRIMENTÉ	CONFIRMÉ	RÉFÉRENT
A	E	Employé		15 905		
B	E	Secrétaire	16 113	16 321	17 247	
		Assistant (filière services clients)	16 113	16 529	17 777	
		Assistant (filière services internes)	16 113	16 321	17 247	
C	E	Technicien	16 433	17 377	19 472	21 604
		Technicien gestionnaire	16 433	17 920	19 795	22 571
		Assistant de direction	16 433	17 920	20 013	22 935
D1 *	E	Conseiller 1	19 717	21 240	26 866	31 181
		Chargé de développement (filière adhérents-clients) 1	21 198	22 919	27 635	31 391
		Contrôleur interne 1	20 989	21 771	27 319	32 139
		Chargé de développement (filière services internes) 1	19 717	20 624	26 256	30 529
D2 *	C	Conseiller 2	19 806	23 730	31 964	34 391
		Chargé de développement (filière adhérents-clients) 2	21 261	25 204	31 964	35 033
		Contrôleur interne 2	21 053	24 151	32 139	35 569
		Chargé de développement (filière services internes) 2	19 806	23 941	32 349	34 285
E	C	Conseil expert	22 604	25 835	31 964	34 391
		Chargé de mission	20 534	21 784	31 964	34 391
F	C	Responsable de groupe	23 036	26 046	31 964	34 812
		Directeur de service	30 318	32 675	37 811	42 957

Article 2

Rémunération minimale annuelle 2009

Les parties adoptent la grille des salaires suivante pour le personnel des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des centres de gestion agréés et habilités :

La nouvelle grille négociée annule et remplace la précédente.

Elle est applicable sur l'ensemble de l'année 2009, pour un temps plein base 35 heures :

(En euros.)

CAT.	STATUT	EMPLOI	DÉBUTANT	EXPÉRIMENTÉ	CONFIRMÉ	RÉFÉRENT
A	E	Employé		16 335		
B	E	Secrétaire	16 548	16 762	17 712	
		Assistant (filière services clients)	16 548	16 976	18 257	
		Assistant (filière services internes)	16 548	16 762	17 712	
C	E	Technicien	16 877	17 846	19 998	22 187
		Technicien gestionnaire	16 877	18 404	20 329	23 181
		Assistant de direction	16 877	18 404	20 554	23 554
D1 *	E	Conseiller 1	20 249	21 813	27 592	32 023
		Chargé de développement (filière adhérents-clients) 1	21 770	23 537	28 381	32 239
		Contrôleur interne 1	21 556	22 359	28 057	33 006
		Chargé de développement (filière services internes) 1	20 249	21 181	26 965	31 353
D2 *	C	Conseiller 2	20 340	24 722	33 276	35 319
		Chargé de développement (filière adhérents-clients) 2	21 836	26 257	33 276	35 978
		Contrôleur interne 2	21 622	25 161	33 450	36 530
		Chargé de développement (filière services internes) 2	20 340	24 942	33 658	35 211
E	C	Conseil expert	23 215	26 915	33 276	35 319
		Chargé de mission	21 088	22 694	33 276	35 319
F	C	Responsable de groupe	23 658	27 134	33 276	35 752
		Directeur de service	31 137	34 041	39 077	44 117

Article 3

Egalité de rémunération entre les femmes et les hommes

Il est rappelé que, en vertu des articles L. 3221-1 et suivants du code du travail, tout employeur est tenu d'assurer pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

La rémunération minimale annuelle fixée aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus est conforme à ce principe et ne peut conduire à des différences de traitement entre les femmes et les hommes.

Fait à Paris, le 24 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)